

R.A.C.F.

Revue archéologique du Centre de la France

Tome 50 | 2011
Varia

Elisabeth Zadora-Rio (dir.), *Des paroisses de Touraine aux communes d'Indre-et-Loire : la formation des territoires*

Tours, FERACF, 2008 (34^e suppl. à la RACF), 304 p., 95 fig., 33 €

Luc Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/racf/1713>
ISSN : 1951-6207

Éditeur

Fédération pour l'édition de la Revue archéologique du centre de la France (FERACF)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2011
Pagination : 597-601
ISSN : 0220-6617

Référence électronique

Luc Bourgeois, « Elisabeth Zadora-Rio (dir.), *Des paroisses de Touraine aux communes d'Indre-et-Loire : la formation des territoires* », *Revue archéologique du Centre de la France* [En ligne], Tome 50 | 2011, mis en ligne le 16 janvier 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/racf/1713>



Les contenus de la *Revue archéologique du centre de la France* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Comptes rendus

E. Zadora-Rio (dir.), *Des paroisses de Touraine aux communes d'Indre-et-Loire : la formation des territoires*, Tours, FERACF, 2008 (34^e suppl. à la RACF), 304 p., 95 fig., 33 €.

Initié en 1995 et poursuivi dans plusieurs cadres institutionnels successifs, ce projet de recherche associant – entre autres – des archéologues médiévistes, un historien moderniste, un géographe et un géologue, visait à décrypter la mise en place des cadres communautaires majeurs que constituent la paroisse et la commune au sein du diocèse de Tours puis du département d'Indre-et-Loire. Il participe d'une révision historiographique en cours, dont nous brossons ici les grands traits. À la suite d'Imbart de la Tour et du chanoine Chaume, les historiens français ont souvent cherché à reconstituer la mise en place des cadres paroissiaux au moyen d'analyses régressives basées sur les pouillés de la fin du Moyen Âge et les vocables d'édifices religieux. Cette pratique consistait principalement à envisager les démembrements successifs d'hypothétiques " grandes paroisses primitives " (l'auteur de ces lignes – comme d'autres – a beaucoup pêché en la matière !). Dans le même esprit, on considérait généralement que les paroisses d'Ancien Régime répondaient étroitement au finage des communautés agraires médiévales et modernes (voire au *fundus* antique ou à la *villa* haut-médiévale) et portaient la plupart du temps en germe la commune rurale actuelle. À l'échelle du diocèse, les listes de paroisses fournies par les pouillés tardifs constituèrent également le principal argument d'une cascade de restitutions : des diocèses du haut Moyen Âge aux cités antiques et des *civitates* aux peuples gaulois. Ces constructions un peu mécaniques, plaidant *a priori* pour une forte continuité des limites à travers les temps, ont fait l'objet d'une large remise en cause depuis un peu plus d'une décennie. La conception médiévale du lieu sacré, les fonctions et la hiérarchisation progressive des lieux de culte ont été reconsidérées (e. a. M. Lauwers) ; la réunion des morts autour de l'église paroissiale apparaît désormais comme un mouvement progressif (C. Treffort, E. Zadora-Rio et H. Galinié) ; la correspondance entre l'espace exploité par la communauté villageoise médiévale

et la paroisse se fait moins étroite (S. Leturcq). Enfin, la construction territoriale du diocèse ne s'achève qu'au cours des XI^e-XII^e s. (F. Mazel) et la mise en place de territoires paroissiaux précisément délimités est désormais également rapportée à la fin du premier et au début du second millénaire.

L'enquête menée dans le diocèse de Tours s'affranchit à la fois des méthodes et des certitudes des travaux précédents pour considérer ces cadres communautaires dans la longue durée au lieu de se concentrer sur la seule genèse des territoires. Plus que sur l'histoire des paroisses, elle insiste sur leur inscription spatiale, c'est-à-dire sur la relation entre la hiérarchisation des lieux de culte, les caractères et l'évolution des territoires qui leurs sont attachés et les mutations des habitats qu'ils desservent.

L'introduction (E. Zadora-Rio) dresse un état des connaissances, des sources, des objectifs et des méthodes de l'enquête. Elle souligne la faible part prise par l'archéologie au sein d'un questionnement dans lequel le statut des édifices et la connaissance des limites jouent un rôle majeur. Il apparaît aussi que l'information archéologique disponible sur les églises médiévales de Touraine est singulièrement pauvre. Néanmoins, la remise en cause des schémas historiques classiques sur le village et le cimetière provoquée par les recherches archéologiques récentes a fortement pesé sur l'infléchissement des lectures de la dynamique des territoires par les historiens.

Dans une première partie, E. Zadora-Rio dresse un inventaire critique des lieux de culte attestés depuis l'époque mérovingienne. Les écrits de Grégoire de Tours éclairent brutalement la fin du VI^e s., mais ils sont entourés de longs déserts documentaires et il faut attendre le troisième quart du XI^e s. pour que des sources variées et nombreuses soient enfin disponibles. Les 37 édifices cités par Grégoire correspondent très majoritairement à des églises ou groupes d'églises de *vici*, relayant souvent des agglomérations et des *castra* issus de l'Antiquité. Cette source ne permet guère de mesurer l'importance numérique des édifices privés à cette époque. Un second point est effectué pour le IX^e s., à travers une documentation qui concerne presque exclusivement Saint-Martin de Tours et

son émanation de Cormery. Elle éclaire donc surtout le fonctionnement de grands domaines ecclésiastiques, pour partie d'origine fiscale. L'étude des sources mérovingiennes et carolingiennes montre que la position d'une l'église dans le réseau dérive en grande partie du statut de la localité qui l'abrite. La situation s'inverse après l'an mil : désormais, la détention de droits paroissiaux prime sur le statut de l'habitat (p. 29-30). Les liens de subordination entre édifices ne sont guère documentés avant le XI^e s. et les sources restent assez discrètes sur les droits paroissiaux. La carte des lieux de culte connus vers 1200 vient dessiner un maillage plus régulier (et sans doute plus réaliste) de la Touraine mais il faut attendre la multiplication des documents archiépiscopaux à partir de 1290 pour disposer de listes plus amples, quoique non exhaustives. Quand la Révolution arrive, le diocèse compte 307 paroisses.

L'étude des vocables permet d'évaluer grossièrement le décalage existant entre la fondation d'un édifice et sa première mention dans les textes conservés. Le corpus d'églises a été confronté à une reconstitution partielle du sanctoral propre à la Touraine et aux informations disponibles sur les trésors de reliques. Ici aussi, l'éclairage fourni par Grégoire de Tours et Venance Fortunat est très finement analysé. L'analyse régressive révèle le succès – très classique – de la triade Pierre, Notre-Dame et Martin et la précocité des dédicaces à Gervais et Protais, Etienne, ou Vincent (de Saragosse). D'autres observations sont plus originales, comme la faible présence du premier patron de la cathédrale – Maurice –, même dans les églises de *vici*. Certaines reliques majeures conservées dans le diocèse ne connaissent guère de diffusion ou un succès très tardif alors que les établissements canoniaux et monastiques n'ont pas diffusé avec le même volontarisme le culte de leur saint patron au sein de leur patrimoine. Les changements de vocables ne correspondent en général pas à l'introduction d'un culte "moderne" mais vont plutôt puiser dans le vivier des saints traditionnels. La présence d'un même vocable dans plusieurs paroisses jointives ne reçoit pas plus d'explication que dans d'autres régions où cette particularité a également été observée.

E. Z.-R. remet en question la croissance spectaculaire du nombre de lieux de cultes aux XI^e et XII^e s. (p. 65). Pour le recenseur, c'est même probablement l'inverse qui s'est produit : les reclassements de cette époque ont sans doute singulièrement amoindri le dense maillage des sanctuaires

qui existait auparavant, tout en le hiérarchisant. Il y a là un problème de méthode : si l'on veut mieux comprendre les mécanismes de ces reclassements et les "dommages collatéraux" qu'ils ont engendré (disparitions pures et simples, situations fossiles, conversions en modestes prieurés, ...), il convient d'établir dès l'abord un corpus systématique de *tous* les édifices ayant laissé une trace et non – comme c'est le cas ici – de limiter le dépouillement des sources du second millénaire aux seuls édifices ayant joui à un moment ou un autre du statut paroissial. Dans le Poitou voisin, des sondages dans les déclarations censitaires d'époque moderne ont ainsi révélé la présence de nombreuses chapelles, souvent pourvues d'un vocable ancien et d'un cimetière (existant parfois dès l'époque mérovingienne), qui n'apparaissent dans aucune source administrative ou comptable d'origine ecclésiastique. Elles viennent infléchir assez fortement la représentation des vocables (avec, par exemple, la fréquence des dédicaces à Michel, Crépin ou Maur, peu marquées pour les églises paroissiales).

La seconde partie vient confronter la dynamique des habitats et des territoires à celle des édifices paroissiaux. E. Zadora-Rio brosse à nouveau un état des lieux très synthétique de ces questions complexes, et soulève en particulier à quel point l'habitat rural du haut Moyen Âge constitue toujours, dans les paradigmes historiques, un faire-valoir des périodes voisines (p. 72). Le chef-lieu de cité est exclu du discours et le tableau commence par une évocation des agglomérations secondaires antiques. Si sa réalité matérielle demeure aujourd'hui difficile à percevoir, ce réseau traditionnel demeure prégnant au cours du haut Moyen Âge, même si la création de nouveaux *vici* à l'époque mérovingienne est très probable. Le terme *vicus* semble se diluer à l'époque carolingienne dans le vocabulaire des diplômes royaux, mais peut-être s'agit-il pour partie d'un effet de source qui ne doit pas peser trop fortement sur l'interprétation (voir p. 267). Les rares *castra* mérovingiens et carolingiens sont ici associés au concept de « fortification refuge », qui nous semble ambigu en l'absence de fouilles caractérisant le contenu de ces défenses. Par contrecoup, il amène aussi à donner un rôle nouveau de siège du pouvoir aux châteaux de la fin du X^e s.

La *villa*, terme polysémique dès l'époque mérovingienne, fait l'objet d'une approche très mesurée. Les *villae* et fraction de *villae* détenues par les grands propriétaires ecclésiastiques et laïcs sont organisées en réseaux, rattachés, un peu arti-

ficiellement sans doute, à un centre de gestion. Les caractères particuliers de ces *curtes* ecclésiastiques ou fiscales, qui semblent fréquemment disposer de deux lieux de culte et dont certaines doivent être ajoutées aux pôles définis ci-dessus, ne sont peut-être pas assez soulignés ici.

Ces différents pôles (auxquels il conviendrait aussi d'adjoindre les grands monastères) continuent à concentrer la majeure partie des pouvoirs ruraux du haut Moyen Âge. Ils constituent par exemple la grande majorité des centres religieux ou des lieux mentionnés sur des monnaies mérovingiennes (mais s'agit-il vraiment d'ateliers monétaires ou simplement de lieux d'émission dont le stock de métal précieux aurait été monnayé ailleurs ?).

Au fil du dernier chapitre de cette partie, les rassurantes cartes de territoires du haut Moyen Âge parfaitement emboîtés (cit^e, *pagus*, viguerie), popularisées par la géographie historique du XIX^e s., laissent place à une lecture moins linéaire et plus dynamique. Jusqu'aux XI^e-XII^e s., le diocèse apparaît plus comme le cumul des biens de l'évêque et des liens de dépendances personnels entretenus par ce dernier que comme un territoire précisément délimité. On peine à distinguer si le *pagus* est une réalité administrative ou simplement géographique, quand il n'est pas synonyme de *civitas*. Les vigueries semblent également constituer plus des réseaux que des territoires et elles s'adaptent constamment aux nouvelles réalités politiques. Après l'an mil (à notre sens, assez progressivement, à partir des années 920-980), l'espace se polarise autour du château et du village et un nouveau système de référence spatiale voit le jour. La formation des territoires paroissiaux participe de ce nouveau rapport à l'espace. Elle est soumise à plusieurs facteurs (distance à l'église, existence de revenus suffisants à l'entretien des lieux de culte et de leurs desservants, etc.). La territorialisation des différents droits paroissiaux n'apparaît pas totalement décisive dans ce mouvement : morcellés entre différents bénéficiaires, ils ne constituent pas non plus le monopole exclusif de l'église paroissiale. Comme d'autres territoires, les paroisses apparaissent définies plus par leur centre que par leurs limites et celles-ci, même si elles se précisent avec le temps, laissent subsister certains flous jusqu'à la Révolution, parmi lesquels des secteurs " tournant et virant " entre plusieurs paroisses d'une année à l'autre. On observera malgré tout que cette lente maturation a principalement été observée à partir des sources tourangelles des XI^e-XII^e s., puis de

l'époque révolutionnaire, et que le bas Moyen Âge et l'époque moderne apparaissent un peu en creux dans la démonstration.

La troisième partie de l'ouvrage (J.-M. Gorry) décrit la mise en place et l'évolution des territoires communaux du département d'Indre-et-Loire. À partir d'une étude régressive très précise de la documentation graphique et des archives administratives, l'A. nuance fortement le schéma classique d'un passage direct de la paroisse d'Ancien Régime aux communes. Lorsque la Révolution arrive, l'unité territoriale de base de l'administration civile est la communauté d'habitants ou collecte et non la paroisse ecclésiastique, même si les deux notions se confondent dans de nombreux cas. Et ce sont donc ces communautés d'habitants qui sont devenues des communes en 1790. Le cadastre par masses de culture de 1802 puis le cadastre parcellaire institué en 1807 ont contribué à l'adoption de limites linéaires imposées ou négociées. Il n'empêche que le découpage primitif a connu de nombreuses modifications de détail : fusions, absorptions et éclatements de communes, création (un unique cas), suppression d'enclaves parfois fort éloignées du territoire communal, partage de communaux restés en indivis entre plusieurs communautés.

Une approche plus théorique de la morphologie des paroisses et des communes est proposée dans une quatrième et dernière partie. Cette lecture est réalisée à petite échelle, si l'on excepte les quelques cas présentés p. 191-192 (parmi ceux-ci, la minuscule paroisse enclavée de Villeloin – fig. 53 – ne dériverait-elle pas d'une immunité monastique étroite ?). Le développement est une fois encore précédé d'une utile mise au point historiographique (E. Z.-R.), qui revient entre autres sur des hypothèses à la fois classiques et peu étayées de succession des limites : celle d'une identité entre certaines *villae* carolingiennes et des paroisses postérieures, mise à mal par quelques dossiers documentaires plus riches dans les régions voisines ; celle du poids d'aménagements protohistoriques dans la perpétuation des limites, particulièrement prisée Outre-Manche, concordances qui nous paraissent surtout résulter de l'utilisation de repères pratiques (tumulus, etc.) pour fixer les limites dans l'ère pré-cartographique. Quelques modèles empruntés à la " new geography " par l'archéologie processuelle sont ensuite présentés, sans que leurs limites soient toujours détaillées. La faible représentativité et le caractère fortement biaisé de l'échantillon tourangeau pour les périodes anciennes nous semble par

exemple constituer un handicap sérieux à l'usage de ces méthodes d'analyse spatiale ; la logique très contemporaine de la théorie des lieux centraux ne cadre peut-être pas non plus totalement avec l'esprit du haut Moyen Âge, où les pôles sont bien souvent établis sur des confins, etc. Comme souvent, on se demande si l'usage de ces batteries d'outils d'analyse spatiale n'entraîne pas parfois, et plus ou moins consciemment, leurs utilisateurs à produire des restitutions un peu mécaniques d'un nouveau genre. L'étude des relations entretenues par les limites paroissiales/communales avec le réseau hydrographique (E. Blin) montre – sans grande surprise – que la Loire a presque toujours servi de limite. 60 % des grandes rivières jouent le même rôle, alors que cette concordance tombe à 19 % pour les ruisseaux. L'influence du réseau hydrographique comme marqueur de limites (fig. 61-66) aurait pu être pondérée par la densité du chevelu hydrographique présent dans chaque territoire communal. L'approche statistique des territoires paroissiaux et communaux menée par P. Chareille nous laisse perplexe lorsqu'elle prétend modéliser le maillage ecclésial des coupes chronologiques " 600 " et " 900 " à l'aide de deux corpus qui ne répondent vraisemblablement pas à des situations communes puisqu'ils sont surtout basés – rappelons-le – l'un sur des sources privilégiant les actions épiscopales, l'autre sur des diplômes royaux abordant presque uniquement de grands domaines ecclésiastiques. La distance entre le centroïde du finage et l'emplacement du bourg (fig. 71) nous semble principalement illustrer l'attraction des vallées et les paroisses adoptent majoritairement une forme allongée. En ce qui concerne la pédologie et le potentiel agricole (critères majeurs mais trop peu utilisés par les archéologues, qui font ici l'objet d'une classification adaptée par D. Boutin), l'auteur souligne qu'aucune corrélation significative entre superficie des paroisses et qualités agronomiques n'a été détectée mais il se demande également (p. 231) si l'échelle d'observation – le département – est adaptée à une telle entreprise. En effet, l'analyse précise de la morphologie et des terroirs d'une collection de communes sélectionnée à partir de cette première ébauche aurait sans doute été plus pertinente. Les interrogations plus historiques qui viennent clore ce chapitre s'affranchissent quelque peu de la prudence des premières parties de l'ouvrage. On lit par exemple que " les communes issues des paroisses les plus anciennes apparaissent comme étant celles de plus grande superficie " (p. 240) : il s'agit bien sur ici d'églises

et non de paroisses. De même, la présentation de la hiérarchie de l'habitat semble mêler deux réalités très différentes : les *vici* du haut Moyen Âge et les petites villes médiévales abritant plusieurs églises (encore que la nature du corpus discuté ici n'apparaisse guère clairement). La modélisation des territoires à l'aide d'un SIG (X. Rodier) souligne l'influence déterminante de la distance au centre dans la définition des territoires paroissiaux puis communaux, à l'échelle départementale, mais de nombreux autres facteurs interviennent lorsque l'on passe à une plus grande échelle. La diversité des situations dans les espaces forestiers, par exemple les différences notées entre les forêts comtales de Chinon et de Loches, constitue également un sujet qui mériterait d'être approfondi. Au terme de cette partie, on reste un peu déçu par l'apport assez mince de ces complexes outils statistiques et cartographiques. En particulier, l'un des objectifs de départ, tester la validité de l'hypothèse classique selon laquelle la morphologie de la paroisse correspondrait souvent à des finages suffisamment cohérents pour permettre la subsistance d'une communauté d'habitants, ne paraît pas véritablement atteint.

Dans sa conclusion, E. Z.-R. revient sur la priorité donnée aux sources écrites, qui imposait de conduire l'analyse à macro-échelle (p. 266) et propose trois articulations majeures dans la mise en place du réseau ecclésial, paroissial puis communal. Une première époque verrait la cohabitation des groupes ecclésiastiques de *vici* (qui ne " focalisaient pas la vie sociale des populations rurales ", p. 267, mais dont le rôle funéraire parfois très fort prouve une capacité d'attraction largement supérieure à un recrutement local), de *loca sancta* ne jouant guère de rôle dans l'encadrement des fidèles (sauf lorsqu'ils donnaient naissance à un monastère ?) et d'édifices privés, en majorité funéraires à l'origine, et qui sont un peu passés sous silence ici. La " bifurcation du système de peuplement " qui marque la fin du premier et le début du second millénaire correspond à une forte hiérarchisation du réseau antérieur. Si la possession d'un lieu de culte a pu constituer un élément décisif dans la promotion de certains habitats au rang de centre paroissial, un *corpus* plus systématique des sanctuaires aurait sans doute montré – à travers le nombre des déclassements et des disparitions – que cette condition ne suffisait pas. La création des communes et les réajustements successifs de leur territoire depuis la Révolution viennent constituer une troisième étape. Le dernier paragraphe s'étend – en deux belles pages – sur la part de la communauté

rurale et de l'identité locale dans la genèse et le maintien de ces entités territoriales dont on mesure encore la force aujourd'hui, malgré diverses tentatives pour réduire le pullulement des communes françaises. Elles viennent incarner – au sens fort du terme – une enquête dans laquelle le facteur humain apparaît un peu en retrait. L'inclusion du jeu des différents acteurs (groupes et individus) au fil des âges aurait sans doute nécessité d'autres questionnements, sources, échelles et méthodes de travail, particulièrement lourdes à mettre en œuvre, mais on s'interroge particulièrement sur les poids des puissants et des communautés dans la mise en place de ces différentes étapes de la territorialisation des campagnes. Les "rapports de force en présence lors de [la] mise en place" du maillage paroissial sont pourtant évoqués p. 189. La hiérarchisation progressive des lieux de culte n'illustre-t-elle pas aussi (et surtout ?) une compétition entre les puissants, dont la richesse patrimoniale, la clientèle et les réseaux de relations permettent ou non l'érection en paroisses de plein exercice des sanctuaires qu'ils contrôlent ? De même, l'approche purement territoriale pourrait être couplée avec l'analyse systématique de l'éclairante correspondance que les communautés des années 1790 ont entretenu avec la capitale, à l'occasion de la création des communes et des districts, et qui a fait l'objet d'une présentation d'ensemble il y a quelques années¹.

Les quelques critiques qui émaillent notre recension ne doivent pas éclipser la richesse de cette publication collective qui pointe clairement le caractère illusoire de la plupart des méthodes de restitution utilisées antérieurement. Chacun en conviendra, l'abondance même des questions qu'elle brasse se prêtera à bien des débats constructifs. Ce livre fait espérer la réalisation d'enquêtes de même nature dans d'autres régions, puisque la mise en place des territoires médiévaux et modernes ne se réduit sûrement pas à un mouvement uniforme. Il plaide également pour le développement de recherches archéologiques et historiques qui permettraient d'aborder le réseau ecclésial à une échelle plus macroscopique.

Luc Bourgeois
Université de Poitiers – CESCUM/UMR 6223

1. M.-V. Ozouf-Marignier, *La formation des départements. La représentation du territoire français à la fin du XVIII^e siècle*. Paris, éd. de l'EHESS, 1989 (2^e éd. augm., 1992).

I. Jahier (dir.), *L'enceinte des premier et second âges du Fer de la Fosse Touzé (Courseulles-sur-Mer, calvados). Entre résidence aristocratique et place de collecte monumentale*, Documents d'archéologie française n° 104, Paris, 2011, 256 p., 44 €.

Devant la multiplication des découvertes et des fouilles d'habitats isolés de l'âge du Fer, on pourrait penser que le sujet s'épuise. La publication de l'habitat de Courseulles-sur-Mer montre le contraire. D'abord peu de sites ont bénéficié d'une publication aussi mûrie et aussi complète, ensuite elle pose de nouveaux problèmes sur les activités et le statut social de ses occupants.

Il s'agit d'un habitat clôturé par une enceinte quadrilatérale, qui se dresse dans la plaine normande à 1500 m seulement de la Manche. La fouille a été réalisée par une équipe de l'AFAN en 1997, grâce à une photographie qui avait enregistré un enclos fossé d'une surface de un hectare. La fouille a révélé la présence de fossés et de palissades sur trois côtés qui se succèdent pendant toute l'occupation du site, entre les dernières années du vie et le milieu du iv^e s. Le dernier côté a été doté d'un mur de pierre tout à fait exceptionnel dans ce type d'habitat. En son centre s'ouvre un portail monumental qui est prolongé à l'intérieur par deux tranchées délimitant une sorte de sas rectangulaire, point de passage obligé pour pénétrer dans l'enceinte. Le souci de prestige manifesté par cette construction laisse supposer que les habitants appartenaient à l'aristocratie. En témoigne aussi la grande maison circulaire dont la charpente repose sur trois couronnes de poteaux. Autour d'elle et d'une place centrale se dressaient une cinquantaine d'édifices sur poteaux, notamment de nombreux greniers qui manifestent le rôle de cet habitat dans la conservation des denrées. Quelques dix mille tessons et un peu plus de deux mille ossements constituent un mobilier relativement modeste, comme toujours sur ces habitats isolés. Le travail du cuivre est attesté, dans une annexe extérieure adossée à l'enclos, comme des activités de tissage ou de saunerie. La périphérie de l'enclos, qui a pu être étudiée, révèle également la présence d'un parcellaire et d'un petit ensemble funéraire, avec une sépulture de la fin du vi^e s. qui a livré de riches parures en bronze. On reconnaît, dans l'architecture comme dans le mobilier, une double influence du Bassin parisien et du monde atlantique.

De nombreuses comparaisons permettent de situer le site de Courseulles dans nos connaissances à la fois sur les enceintes quadrangulaires et sur le